

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, d'après la note que j'ai sous les yeux, les sorties nettes de capitaux à long terme sont positives; il s'agit en fait d'entrées de capitaux de 400 millions; à court terme, les entrées s'élèvent à 1.1 milliard, ce qui fait au total 1.5 milliard.

LES DONNÉES DE STATISTIQUE CANADA

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, puis-je demander au ministre d'ordonner à ses fonctionnaires d'examiner les chiffres que Statistique Canada a publiés vendredi dernier? D'après ces chiffres, les sorties nettes de capitaux d'investissement ont été de 4.9 milliards en 1985. Lorsque le ministre constatera que nous disons la vérité, acceptera-t-il au moins nos chiffres?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Excusez-moi, monsieur le Président, j'ai fait une erreur. Les entrées nettes de capitaux à longue échéance étaient de 3.9 milliards et les entrées nettes de capitaux à court terme se chiffraient à 700 millions, ce qui fait des entrées nettes de 4.6 milliards et non de 1.5 milliard, comme je le croyais.

Des voix: Bravo!

* * *

LA STRATÉGIE DE PLANIFICATION DE L'EMPLOI

LES CRÉDITS ANNULÉS

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comment peut-il affirmer dans son budget que la stratégie de Planification de l'emploi donne d'excellents résultats alors que 226 millions des crédits affectés au budget de ce programme ont été annulés. Voilà un programme qui a été annoncé pour la première fois en février dernier, puis en juin dernier. On a prétendu que ces annulations de crédits découlaient du fait que certains éléments du programme n'étaient pas prêts. Comment peut-on parler de succès en pareil cas?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je suis très heureuse de pouvoir répondre au député en lui signalant le succès remporté par la stratégie de Planification de l'emploi. En six mois seulement, on a mis en œuvre quelque 14,000 projets auxquels participent des milliers de Canadiens. Le député s'est enquis au sujet d'annulations de crédits. Au fil des ans, des annulations de crédits surviennent. C'est ainsi qu'au plus fort de la récession, alors que le taux de chômage était à son niveau le plus élevé depuis la Grande crise, le gouvernement libéral a annulé plus de 650 millions de dollars de crédits.

LE CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, la ministre n'a pas répondu à ma question. Ses collaborateurs ont déclaré que les crédits avaient été annulés parce que les programmes concernés n'étaient pas prêts.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Une question seulement.

Questions orales

M. Allmand: Je suis prêt en tout temps à discuter avec elle de ce qui s'est passé il y a quelques années...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Posez votre question maintenant, je vous prie.

M. Allmand: Monsieur le Président, comment la ministre peut-elle compter sur un programme qui est à moitié terminé pour aider les 700,000 jeunes sans emploi que le Sénat a qualifiés de génération perdue? Selon mes sources, ce programme n'a créé que 26,000 emplois depuis juin dernier et c'est loin d'être un record. En quoi cela aidera-t-il ces 700,000 jeunes chômeurs?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, les programmes mis en œuvre par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration s'adressent tout particulièrement aux jeunes. Il y a le programme Défi 86, pour l'été, et le programme destiné à favoriser l'entrée sur le marché du travail, qui fonctionne toute l'année. Au total, si l'on compte tous les programmes mis en œuvre par ce ministère, quelque 700 millions de dollars, soit 40 p. 100 du budget total du ministère, sont affectés cette année à des programmes destinés aux jeunes touchant quelque 218,000 Canadiens.

* * *

LE BUDGET

LES CONSÉQUENCES POUR LES FEMMES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances qui, dans son budget, a décidé d'accroître les disparités économiques dont les femmes font l'objet. Le ministre admet-il que le budget aura une incidence disproportionnée sur les femmes, qui vont davantage faire les frais des augmentations d'impôt puisque leur revenu est inférieur, et qui vont également perdre plus d'emplois et de services à la suite des nombreuses compressions touchant la Fonction publique? N'a-t-il pas fait d'étude sur ces injustices très graves qu'il a imposées aux femmes?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je rejette totalement les prémisses de cette question. Nous avons pris dans le secteur budgétaire certaines mesures importantes qui aident tout particulièrement les femmes. L'augmentation du crédit d'impôt pour enfant et le paiement anticipé de ce crédit...

Mme Mitchell: Seulement pour les très pauvres.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): La députée dit que cela ne suffit pas. Nous voudrions faire davantage, monsieur le Président, mais nous avons fait déjà beaucoup plus que nos prédécesseurs ces dernières années.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): La modification relative au crédit remboursable au titre de la taxe de vente et l'accès des régimes de pension aux travailleurs à temps partiel, qui revêtent une importance toute particulière pour les femmes qui travaillent, sont des initiatives importantes que le gouvernement a prises.